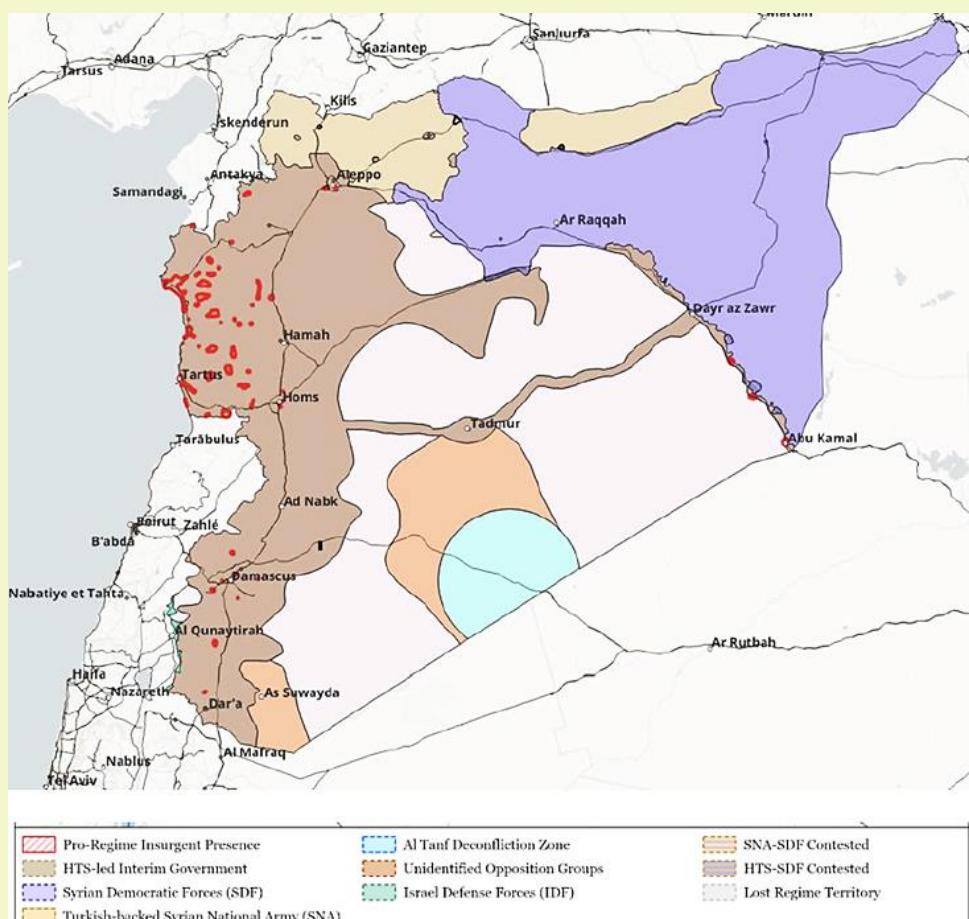


Factsheet: Syrie

Janvier 2026



Carte: Évaluation du contrôle du territoire en Syrie, ISW, 29 septembre 2025.

1 FAITS ET CHIFFRES

Population

En 2025, la population totale de la Syrie était estimée à 25,6 millions de personnes.

Ethnies

Arabes (50 %), Alaouites (15 %), Kurdes (10 %), Levantins (10 %). Autres (15 %) : Druzes, Ismaéliens, Assyriens, Turkmènes, Arméniens.

Religions

Islam sunnite (74 %), suivie par l'Islam alaouite et autres musulmans (13 %), le christianisme (10%) et le druzisme (3 %).

Système politique

Depuis le renversement de Bachar el-Assad, le 8 décembre 2024, par une coalition menée par le groupe *Hayat Tahrir al-Sham* (HTS), la Syrie avait été dirigée par un « Gouvernement de transition syrien », avec à sa tête le Premier ministre Mohammed al-Bashir. Le 29 mars 2025, le chef du HTS, Ahmed al-Sharaa, a été nommé Président pour la « période transitionnelle ».

2 PROFILS À RISQUE

Ces profils à risque sont basés en partie sur la dernière mise à jour (décembre 2025) de l'Analyse commune et note d'orientation de l'[EUAA](#) sur les besoins de protection internationale.

- **Personnes ayant soutenu ou perçues comme ayant soutenu l'ancien gouvernement** : anciens militaires, anciens membres de services de renseignement ou anciens membres du gouvernement, groupes ethniques et religieux minoritaires (surtout les alaouites) et autres civil·e·s. Ciblées par des membres de la population, par des groupes liés au nouveau gouvernement ou par des groupes anti-gouvernementaux.
- **Les personnes s'opposant ou perçues comme s'opposant, au *Parti de l'union démocratique (PYD)* ou aux *Unités de protection du peuple (YPG)*** dans les zones sous leur contrôle de facto, y compris les membres des partis d'opposition kurdes, des journalistes, militant·e·s politiques et des manifestant·e·s.
- **Les personnes s'opposant ou perçues comme s'opposant, aux groupes armés soutenus par la Turquie (Armée Nationale Syrienne - ANS)** dans les régions qu'ils contrôlent : journalistes, avocat·e·s, militant·e·s politiques et/ou droits humains et travailleurs·euses humanitaires. Ciblées pour leur soutien, réel ou présumé, à l'ancien gouvernement ou à des groupes armés rivaux. Les personnes kurdes sont particulièrement ciblées par l'ANS.
- **Personnes soupçonnées de liens avec l'EI/Daesh** : ciblées par les *Forces Démocratiques Syriennes (FDS)*, y compris les membres de la famille de ces personnes, ainsi que les civil·e·s qui résidaient dans les territoires précédemment contrôlés par l'EI/Daesh.
- **Personnes soupçonnées de soutenir les FDS/YPG** : ciblées par l'ANS et l'EI/Daesh.
- **Membres de groupes religieux et ethniques minoritaires** : la situation varie selon la région et qui la contrôle.
 - **Les personnes alaouites** : principalement ciblées par les forces du Gouvernement de Transition et des factions affiliées, et par des groupes armés non-identifiés.
 - **Les personnes druzes** : principalement ciblées par les forces du Gouvernement de Transition et des factions affiliées, et par des combattants bédouins.
- **Femmes** : exposées à des violations par les différentes parties au conflit. Violence sexuelle/domestique, crimes d'honneur, mariages forcés, exploitation sexuelle.
- **Enfants** : recrutement forcé, violence sexuelle, violence domestique, travail forcé.
- **Personnes LGBTQI+** : ciblées par la famille immédiate et élargie, la société, les autorités gouvernementales, ainsi qu'une série de groupes armés.

3 DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS

Changements politiques

Le nouveau président de la Syrie, Ahmed al-Sharaa, doit diriger le pays pendant une période de transition de cinq ans. Le gouvernement, composé de 23 ministres, ne compte actuellement qu'une seule femme. Les élections parlementaires, qui se sont tenues le 5 octobre 2025, ont donné lieu à un vote indirect. Pour des raisons de sécurité, elles ont été reportées dans plusieurs régions kurdes et druzes. Seul·e·s les membres des « colleges électoraux » provinciaux ont eu l'autorisation de voter pour une partie des sièges de l'Assemblée du peuple. Seuls 170 des 210 sièges ont été remplis. Les 40 autres ont été nommés directement par le président Ahmed al-Sharaa. Elles ont largement favorisé les hommes issus de la majorité sunnite du pays et proches des autorités de transition, au détriment des personnes issues des minorités et des femmes.

Insécurité persistante et violences contre les personnes civiles

En 2025, la situation sécuritaire restait instable et très fragmentée dans les différentes régions de Syrie, entre contrôle turc (nord-ouest), administration kurde (nord-est) et gouvernement de transition (ouest-centre). L'État islamique a multiplié les attaques, les violences sectaires se sont intensifiées contre les alaouites, et les affrontements locaux ont persisté sans autorité unifiée. Le *Réseau syrien pour les droits de l'homme* (SNHR) a révélé qu'au cours de 2025, 3666 personnes civiles ont été tuées, dont 328 enfants, 312 femmes et 32 personnes décédées des suites de tortures. Selon le *Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme* (HCDH), près de 100 personnes ont été enlevées ou ont disparu de force en Syrie depuis janvier 2025.

De possibles crimes de guerre

Les Nations Unies rapportent que des membres des forces gouvernementales de transition ainsi que des combattants liés à l'ancien régime ont commis, au début du mois de mars 2025, des crimes susceptibles de constituer des crimes de guerre dans la région côtière et le centre-ouest de la Syrie. Ces attaques ont causé la mort d'environ 1 400 personnes, principalement des personnes civiles alaouites. Elles ont culminé avec des meurtres, des actes de torture et des actes inhumains liés au traitement des morts, des pillages généralisés et l'incendie de maisons, ce qui ont provoqué le déplacement de dizaines de milliers de personnes.

Les Nations Unies soulignent que de graves violations des droits humains ont été commises à l'encontre des populations civiles, visant principalement les communautés alaouites, à partir de janvier 2025. La série de massacres qui ont eu lieu au début du mois de mars 2025, dans la région côtière et le centre-ouest de la Syrie, ont été accompagnés de discours sectaires haineux, y compris des appels ouverts à l'extermination des Alaouites, tant dans les rues que sur les réseaux sociaux.

Minorités et violences de masse

La Syrie est érodée par des attaques de représailles et des meurtres sectaires, ayant pour une des cibles principales les personnes Alaouites, communauté dont est issu Bachar al-Assad. Le 23 novembre 2025, les corps d'un couple, membres d'une importante tribu bédouine, ont été découverts dans leur domicile à Homs. L'incident a été suivi par une série d'attaques de représailles dans la ville à l'encontre de la communauté alaouite. Des attaques contre des personnes d'autres minorités continuent également d'être rapportées. *Amnesty International* a documenté l'exécution délibérée de 46 Druzes (44 hommes et deux femmes) ainsi que la simulation d'exécution de deux personnes âgées, le 15 et 16 juillet 2025. Selon la même source, ces exécutions ont été commises par les forces du gouvernement de transition et affiliées au gouvernement. Des expert·e·s des Nations Unies ont également rapporté une vague d'attaques armées contre les communautés druzes depuis le 13 juillet 2025 et font notamment état de meurtres, de disparitions forcées, de violences sexuelles et sexistes à l'encontre des femmes et des filles. Le 22 juin 2025, un kamikaze a perpétré un attentat contre l'église grecque orthodoxe Saint-Élie à Damas. L'attaque visait des personnes chrétiennes dans leur lieu de culte et a causé la mort d'au moins 20 personnes et fait des dizaines de blessés.

Système de santé précaire

En novembre 2025, l'*Organisation mondiale de la Santé* (OMS) rapportait qu'en 2025, 417 établissements de santé en Syrie ont été impacté par des restrictions budgétaires, et 366 ont suspendu ou réduit leurs services, réduisant l'accès aux médicaments et aux traitements de 7,4 millions de Syrien·ne·s. Actuellement, en raison de la destruction des établissements de santé, de la pénurie de matériel médical, de médicaments et de personnel, seuls 57 % des hôpitaux syriens et 37 % des centres de soins de santé primaire sont pleinement opérationnels. Le manque de financement est également alarmant. Dans le nord-ouest et le nord-est de la Syrie notamment, 246 établissements de santé risquent de devoir arrêter leurs activités. De plus, la guerre a contraint entre 50 et 70 % du personnel de santé à quitter le pays.

Situation humanitaire alarmante

Selon le *Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés* (HCR), au 4 décembre 2025, 1 266 885 Syrien·ne·s sont retourné·e·s en Syrie depuis le 8 décembre 2024. Il reste encore environ sept millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, malgré 1,9 million de retours internes. La Syrie fait face à une crise humanitaire, avec 16,5 millions de personnes ayant besoin d'une aide d'urgence. Le financement nécessaire pour l'aide humanitaire en Syrie s'élève à 3,2 milliards de dollars, mais le pays n'a reçu que 29,7 % de du soutien nécessaire.

4 PRATIQUE DES AUTORITÉS SUISSES

Taux de protection élevé. Selon les [chiffres du SEM](#), 697 Syrien·ne·s ont déposé une demande d'asile entre le 1^{er} janvier et le 30 novembre 2025. Le taux d'octroi de l'asile était de 54,5 % tandis que le taux de protection (décisions positives + admissions provisoires) était de 68,7 %. Le taux d'octroi de l'asile ajusté (sans non entrée en matière NEM) était de 71,9 % et le taux de protection était de 86,9 %.

La situation est actuellement très incertaine et il n'existe pas encore de nouvelle jurisprudence du *Tribunal administratif fédéral* (TAF) sur laquelle s'appuyer pour analyser les profils de risque.